

# FAIRE LA GUERRE À LA PAUVRETÉ

## pas aux pauvres



# féminisme

Communiste

commission

**Droits des femmes/féminisme**

NOVEMBRE 2005

Communiqué de presse :  
victoire pour Kankou

Communiqué du PCF à l'occasion  
du premier vote des femmes

Message pour le décès  
de Rosa Parks

Page 2

Compte-rendu de la commission  
nationale du 21 octobre

60 ans de Femmes solidaires :  
une délégation du PCF y était !

Assemblée des femmes et congrès du  
PGE : interventions de Laurence Cohen

Assemblée des militantes communistes :  
appel à la participation

Forums: investissons-les !

Page 3-4-5-6

Nous soutenons l'initiative de la  
Caravane de la dignité contre les  
barbelés de l'injustice et de  
l'indifférence

Page 7

Agenda

Page 8

Alors que des violences éclatent un peu partout dans les banlieues, le gouvernement, après avoir joué le pourrissement pour essayer d'opposer les gens entre eux, décrète l'état d'urgence. Humiliée, stigmatisée, une partie de la jeunesse se lance dans une contestation menant à une impasse aussi dangereuse qu'inopérante. L'expression de ce mal être profond doit s'exprimer démocratiquement dans une volonté d'un mieux vivre ensemble.

La politique ultra libérale, menée depuis des années, qui casse un à un tous les acquis sociaux, accentue les inégalités et amplifie les discriminations, les déclarations fracassantes d'un ministre de l'Intérieur qui se voit déjà à l'Elysée, la surdité générale du gouvernement qui ne reconnaît pas le verdict du suffrage universel, sont seuls responsables de cette terrible colère.

Les problèmes qui sont posés sont des problèmes de société et pas seulement de banlieue impliquant des choix radicalement opposés à ceux que préconise Monsieur de Villepin. Comment croire que la fin de l'obligation de scolarité jusqu'à 16 ans peut être une réponse à la fracture sociale ? Quant à Monsieur Sarkozy, il doit être démis de ses fonctions, ses propos insultants et les mesures liberticides décrétées, ne sont pas dignes d'un ministre de la République !

Face à cette véritable explosion sociale, des actes concrets doivent être pris par l'Etat afin de restaurer le dialogue. Les dossiers brûlants de l'emploi, du logement, de la formation, de l'éducation, des services publics doivent faire l'objet de propositions, et de moyens pour les mettre en œuvre. Il est impératif de développer une intervention populaire, citoyenne pour que la colère ne se trompe pas de cible, en s'en prenant, comme aujourd'hui, aux personnes, aux bâtiments publics.

Présent-e-s sur le terrain dès les premiers incidents, les militant-e-s communistes, parmi lesquel-le-s les élu-e-s en première ligne, contribuent à empêcher le pire. Continuons à intervenir dans les quartiers, avec toutes celles et tous ceux qui déjà constituent un véritable réseau citoyen, pour (re) nouer le dialogue, dénoncer, échanger, débattre et ouvrir des perspectives d'espoir.

Luttes et débats d'idées doivent se décliner sur tous les tons et sur tous les fronts : le 19 novembre dans les rues pour défendre et promouvoir les services publics, le 25 novembre lors de notre assemblée avec Marie-George Buffet, le 26 novembre au Forum national, véritable bilan d'étape du travail fourni dans toute la France.

Des forums aux manifestations, des états généraux sur le logement au colloque sur les migrants et la citoyenneté, au travers des comités de défense EDF, soyons audacieuses pour contrer les mauvais coups du gouvernement, et ouvrir une alternative politique qui mette au cœur, dans une démarche de large rassemblement populaire, l'égalité entre les femmes et les hommes.

**Laurence Cohen**

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE RÉALISÉ PAR LE COLLECTIF DES ENFANTS DE SANS-PAPIERS DU LOIRET

*souvenez-vous, les communistes avaient participé à la mobilisation contre cette expulsion*

Kankou est sauvée ! L'OFPRA vient d'octroyer à sa maman Djénéba le statut de réfugiée, reconnaissant ainsi que la crainte d'excision est fondée.

Se déclarant incompétent à juger sur le fond, le préfet du Loiret avait cependant justifié la mesure d'éloignement prise contre Mme Koité en contestant publiquement la réalité des risques qu'elle invoquait. En contradiction avec la notice de l'OFPRA et la circulaire ministérielle, il est resté sur cette position en considérant, lors du retrait de son dossier, que Mme Koité avait recours de manière abusive à la demande d'asile. La réponse de l'OFPRA révèle donc une grave erreur d'appréciation de la part de l'autorité administrative.

La situation de Mme Koité n'est qu'un exemple du recours abusif aux mesures d'éloignement prononcées contre d'autres familles, des mineurs et jeunes majeurs isolés, des célibataires qui n'ont pas réussi à faire reconnaître leur droit au séjour, ni la légitimité de leurs craintes de retour.

Comme Djénéba et Kankou, de nombreux étrangers n'ont besoin que d'un titre de séjour pour sortir de la clandestinité, où ils ont été placés contre leur volonté, et montrer toutes leurs preuves d'intégration. C'est ainsi que les chiffres de "l'immigration clandestine" seront diminués.

Indignés par la souffrance imposée à toutes ces personnes, nous déclarons que la mise en œuvre de la politique du ministre de l'Intérieur, qui se traduit par une frénésie de l'administration à atteindre des scores, au mépris d'une évaluation correcte et humaine de la situation des migrants et des textes, est inacceptable.

Djénéba et Kankou, après toutes les épreuves qu'elles ont subies, ont reçu cette nouvelle avec une grande joie. Elles sont déjà prêtes à construire leur avenir et remercient de tout leur cœur ceux qui les ont soutenues.

Le 15 octobre 2005

## DÉCÈS DE ROSA PARKS

Le décès de Rosa Parks intervient alors que nous nous préparons à fêter le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'un des actes individuels les plus courageux du XX<sup>e</sup> siècle. Rosa Parks était de ces femmes qui façonnent par leur courage, leur détermination et leur dignité, l'histoire de l'humanité.

En montant dans ce bus le 1<sup>er</sup> décembre 1955, une couturière de 42 ans a enclenché une lutte pour la dignité, a fait acte de résistance face au racisme et aux discriminations. Celle qui fut surnommée la "mère du mouvement des droits civiques" restera un symbole de la lutte pacifiste pour la reconnaissance des droits des noirs en Amérique. Cet épisode fut aussi l'occasion de découvrir la volonté de toute une communauté qui boycotta pendant 381 jours la compagnie de bus de Montgomery, à l'appel d'un pasteur alors méconnu, Martin Luther King.

La lutte engagée dans les années cinquante n'est toujours pas arrivée à son terme. Mumia Abu Jamal attends depuis plus de 20 ans dans les couloirs de la mort à cause d'un déni de justice. Nous pensons à lui dont la santé se dégrade au fond de sa geôle.

Nous souhaitons saluer le courage de Rosa et rendre hommage à toutes les femmes qui luttent pacifiquement chaque jour, pour mettre un terme aux politiques ségrégationnistes.

**Message adressé à la fondation Rosa et Raymond Parks par Gilles Garnier, président du groupe communiste, apparenté et citoyen du Conseil général de la Seine-Saint-Denis**

Bobigny, le 25 octobre 2005

## VOTE DES FEMMES

### 60 ans d'un droit durement acquis !

Il y a 60 ans, le 21 octobre 1945, les femmes françaises participaient pour la première fois à un scrutin national, pour le référendum et l'élection de l'Assemblée constituante.

La possibilité de voter et d'être élue est une conquête qui a nécessité des luttes longues et difficiles pour aboutir, enfin, à l'obtention d'un droit qui aurait dû être naturel. Avant-guerre, le Sénat a refusé par six fois d'inscrire à l'ordre du jour le droit de vote pour les femmes, alors même que ce droit avait été voté en première lecture, le 20 mai 1919, par l'Assemblée nationale.

Dès 1925, dans de nombreuses communes, le Parti communiste avait placé des femmes en position éligible sur ses listes lors des élections municipales. Ce fut le cas par exemple d'Augustine Variot à Malakoff, qui a siégé pendant un an avant d'être délogée sans ménagement par la police en pleine séance du conseil municipal. C'est encore sur proposition du Parti communiste, par la voix du député Fernand Grenier, que l'Assemblée consultative provisoire instaurait le vote des femmes, le 21 mars 1944.

À l'occasion de ce 60<sup>e</sup> anniversaire, le Parti communiste réaffirme son soutien et son engagement à toutes celles et tous ceux qui se battent contre les violences faites aux femmes, pour une véritable égalité. Force est de constater, que des progrès considérables restent à conquérir. Les dernières élections législatives en fournissent une preuve récente, où des partis ont préféré payer de fortes amendes plutôt que de se soumettre à la loi sur la parité. Le Parti communiste, fidèle à ses pratiques et convictions féministes, réaffirme que l'égalité doit être reconnue et appliquée pleinement.

**Parti communiste français  
Paris, le 20 octobre 2005**

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 21 OCTOBRE DE NOTRE COMMISSION

# ordre du jour : assemblée des femmes du PGE le 28 octobre dernier et préparation de l'assemblée des militantes du 25 novembre

Douze personnes ont participé à cette réunion de notre commission. Il y avait effectivement un nombre important d'excusées. Il demeure très compliqué de trouver le meilleur moment pour réunir notre commission, mais nous ne désespérons pas de trouver les moyens humains et de calendrier pour vous proposer des dates et heures qui vous conviennent. Vous n'avez d'ailleurs pas encore répondu en nombre à la question des moments qui vous conviennent le mieux. Vous pouvez encore le faire (*voir dernière page de notre bulletin*) en appelant au 01 40 40 12 27. Merci !

Après une courte introduction de Laurence Cohen sur les deux points à l'ordre du jour, les interventions ont été nombreuses et diverses.

**Un large accord des camarades présentes s'est fait sur les campagnes politiques,** proposées par Christine Mendelsohn, **que devrait porter le PGE** dans les prochains mois : **droit à l'avortement, égalité professionnelle et égalité en politique,** autonomie des femmes et droits à disposer de leur corps.

Les copines ont également souhaité faire un point **sur la visibilité** de ce que le Parti apporte au féminisme et aux combats des femmes aujourd'hui. Il est demandé un travail plus riche dans nombre de domaines : dans le

domaine de l'emploi, voir les qualifications, gagner la reconnaissance des métiers tertiaires occupés à grande majorité par des femmes. En Europe, il nous faut mieux appréhender les cultures sur tous les sujets politiques comme la famille, la retraite, le travail... pour pouvoir proposer des batailles qui soient acceptées par toutes et tous !

**Le féminisme est encore à conquérir au sein même du Parti !** Des copines pensent que cette bataille d'idées dans nos propres rangs n'est pas gagnée. Nous sommes trop absents sur de nombreux sujets. Il s'agit de créer un climat dans le parti favorable au féminisme...

D'autres ont voulu dire que **la présence des communistes lors des Marches mondiales, depuis 2000, lors de toutes les manifestations publiques ou initiatives féministes,** comme les *6 heures contre les violences faites aux femmes* ou encore notre dernier rendez-vous autour du 8 mars, au cœur de notre campagne contre le projet de constitution européenne, sont des points d'appui pour être plus percutantes sur bien des questions !

**La place des femmes dans le Parti, le débat autour de la parité** et son application paraissent difficiles à aborder et il semble que les pratiques communistes ne correspondent pas à ce que notre parti prône par ailleurs.

**L'assemblée que notre commission organise le 25 novembre** apparaît, au regard des échanges de ce soir, être une bonne occasion de reposer, dans un travail collectif, les fondements de notre action féministe !

Nous devons réussir à faire venir des militantes que nous ne rencontrons pas souvent, afin d'avoir leur avis et leur contribution à toutes les questions que nous abordons lors de nos commissions, pour mieux être en harmonie avec les préoccupations propres à l'ensemble de notre parti et mieux répondre aux questions de notre société.

## 60 ans de Femmes solidaires

**Il fallait y être ! Bel après-midi festif et solidaire avec toutes les femmes du monde.**

Une délégation du Parti composée de Laurence Cohen, Brigitte Dionnet, Catherine Margaté et Chantal Petitjean s'est rendue à l'invitation de l'association **Femmes solidaires** ce 22 octobre pour fêter 60 ans d'histoire de femmes !

À la Mutualité, lieu mythique, symbole des luttes et des espérances, dans un décor complètement bouleversé par des expos et une structuration de l'espace originale et intimiste, il faisait bon côtoyer les anciennes de l'UFF et les nouvelles adhérentes, pour construire l'avenir féministe ! Sabine Salmon a souhaité dans son propos revenir sur ce travail de mémoire en lien avec les luttes d'aujourd'hui.

Cécile Jacquet



## activité de la commission

# 1er CONGRÈS DU PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE assemblée des femmes le 28 octobre à Athènes

**Laurence Cohen, Michèle Guerraud, Christine Mendelsohn, Chantal Petitjean et Fabienne Pourre, toutes membres de la délégation du PCF au premier congrès de PGE, ont participé à l'assemblée des femmes le vendredi 28 octobre dernier.**

**Josette Rome-Chastanet et Lilian Halls French étaient présentes pour l'IFE, à l'invitation de Synaspismos.**

**L'objectif étant de créer un réseau politique féministe qui puisse proposer aux femmes et aux hommes d'Europe des perspectives pour une Europe de l'égalité de la paix et de la justice.**

**Laurence Cohen a fait une intervention sur le thème "Patriarcat et néolibéralisme". Voici son contenu.**

« Le capitalisme mondialisé a besoin de faire voler en éclat toute entrave à la libre circulation des capitaux, il engendre de terribles inégalités; les réponses qu'il apporte aux maux de l'humanité apparaissent de plus en plus comme inefficaces, inadaptées, dangereuses suscitant des résistances, des révoltes, des rassemblements (FSE, FSM...)

Si la domination capital/travail est et demeure la structure dominante des sociétés en France, en Europe et dans le monde, les autres formes de domination, notamment masculine, empêchent toute transformation sociale, car elles contribuent à opposer les individus entre eux, à fixer les préjugés et à fragmenter les résistances. Le patriarcat traverse les structures de classe.

Le capitalisme est non seulement l'exploitation du travail, mais aussi la reprise amplifiée de toutes les formes d'aliénations. Il faut donc s'attaquer aux deux, sans croire que le dépassement de la première conduit automatiquement au dépassement des autres. Si toutes les femmes de cette assemblée en sont convaincues, nous avons beaucoup à faire, me semble-t-il, pour que l'ensemble des partis du PGE partage cette conclusion.

C'est l'analyse plus pertinente des faits de société, la prise de conscience qu'il ne suffit pas de transformer la société pour libérer les individus, pour faire évoluer les mentalités qui poussent le Parti communiste français, aujourd'hui, à affirmer qu'il faut mener ces deux combats de front. Dénoncer l'ordre patriarcal, montrer que cet ordre (universel) existe d'une manière autonome indépendamment des structures socio-économiques de classe, des structures ethniques, est de nature à faire évoluer les mentalités pour opérer des rassemblements au-delà des seuls mouvements féministes.

Il est indispensable d'unir nos efforts pour faire en sorte que l'égalité homme/femme soit effective dans tous les domaines de la vie. Comment prétendre changer la société si on ne fait pas disparaître les rapports de domination entre les individus ? L'histoire nous montre que les choses ne vont pas de soi, qu'il faut que les hommes et les femmes opèrent une prise de conscience sur cette question pour mener des batailles rassembleuses qui ouvrent d'autres perspectives.

À l'heure où l'Europe libérale accentue les inégalités, les discriminations, singulièrement à l'encontre des femmes, il est important de défendre leurs droits dans tous les domaines. Plus que jamais, il faut exiger le partage des richesses, il faut réduire le temps de travail avec maintien du salaire, il faut combattre la précarité et la flexibilité qui touchent en

priorité les femmes, se battre pour un emploi qualifié avec égalité de salaires... bref, garantir indépendance et autonomie des femmes par l'insertion dans l'emploi. Partout, en Europe et dans le monde, les femmes doivent avoir le droit de disposer de leur corps (contraception, interruption volontaire de grossesse...) Nous ne pouvons rester spectatrices de ce qui se passe dans 6 pays européens : Andorre, Chypre, Irlande, Malte, Pologne, Portugal, où le droit à l'avortement est dénié, c'est pourquoi je vous propose de faire vôtre une pétition que nous avons lancée en France et que vous trouverez traduite en anglais et espagnol.

Nous le vivons quotidiennement, gagner une égalité réelle et non formelle (l'arsenal législatif ne suffit pas) impose de créer un rapport de force qui porte un coup d'arrêt aux politiques ultralibérales mises en œuvre aux quatre coins de la planète.

Mais il s'agit, dans le même mouvement, de débarrasser les sociétés du patriarcat qui assujettit les femmes, flattant les retours à l'ordre moral, encourageant les intégrismes religieux de tout bord, excusant les violences faites aux femmes. Ce combat passe par la reconnaissance du rôle des femmes dans la sphère politique, par l'exigence du partage des responsabilités à tous les niveaux des institutions.

Il n'est pas facile de renverser l'ordre établi dans un monde où les lois ont été faites par des hommes pour asseoir le pouvoir politique des hommes. C'est un enjeu démocratique majeur : la conquête du pouvoir, de son partage effectif entre hommes et femmes dans toutes les sphères de la vie ; un pouvoir qui ne soit plus synonyme d'oppression, mais moyen de construire avec les autres.

L'humanité est mixte, le(s) pouvoir(s) pas du tout ! En France, il n'y a que 12,3% de femmes à l'Assemblée nationale, mais même si notre pays est en queue de peloton en Europe, les femmes ne participent que fort peu aux exécutifs décisionnels quels qu'ils soient et quel que soit le pays.

Pour conclure, être partie prenante des mouvements de résistance à l'échelle nationale, européenne et mondiale, impose d'être présents sur le terrain des droits des femmes, en construisant une alternative politique.

Créer les conditions d'un vaste rassemblement autour de ces questions fondamentales pour l'avenir de la société s'inscrit dans un projet global de remise en cause de toutes les formes d'exploitation et d'aliénation.

Changer de société sans révolutionner ces rapports- là, sans s'attaquer au sexisme porteur d'inégalités, d'injustices, de discriminations, est parfaitement illusoire. ➤

## activité de la commission

### CONGRÈS PGE (suite de l'intervention de Laurence Cohen)

Ces batailles ne sont pas annexes, pour nous, communistes et féministes, elles font partie intégrante de notre projet, de notre visée émancipatrice.

Faire le lien entre lutte contre l'exploitation capitaliste et lutte contre l'oppression de sexe est seul de nature à construire des propositions alternatives.

Mener le combat de la libération des femmes, c'est mener le combat en faveur d'êtres humains libres et égaux, c'est faire vivre le beau mot d'ordre : "un autre monde est possible !" Nous voulons conjurer la différence dans l'égalité.

L'expérience que nous avons vécue en France, lors de la victoire de la bataille référendaire, a mis notamment en évidence le besoin de s'organiser politiquement, réduisant quelque peu le divorce

entre les mouvements sociaux et la politique, avec une place reconnue du Parti communiste français.

Oui, le mouvement féministe est politique, mais il faut aujourd'hui fédérer les énergies pour libérer les sociétés de l'ultralibéralisme et du patriarcat, afin de construire une Europe sociale, pacifiste, laïque et féministe. D'où les responsabilités qui nous incombent, et le rôle que nous avons à jouer pour y parvenir.

Cette assemblée constitue une étape de notre réflexion, une mise en lumière des convergences que nous avons ici aujourd'hui, des luttes et des propositions de transformation sociale que nous porterons toutes et tous ensemble au congrès du PGE qui va s'ouvrir demain, pour changer la vie du local au mondial.»

### L'assemblée des femmes a souhaité que Laurence Cohen fasse le compte-rendu de ses travaux au 1er Congrès du Parti de la gauche européenne.

En voici quelques extraits, l'intégralité étant un "mixage" de la précédente avec en plus des propositions.

« Je suis très heureuse et très fière de restituer devant vous l'essentiel des débats, des réflexions, des propositions de luttes de l'assemblée des femmes, *Alternative féministe pour une autre Europe*, que nous avons tenue hier.

Merci à Synaspismos et particulièrement à Litsa Doudoumi ainsi qu'aux autres camarades qui ont si bien préparé notre assemblée et qui nous ont si chaleureusement accueillis.

Comme l'ont dit plusieurs intervenants, le capitalisme mondialisé engendre de terribles inégalités, des souffrances indescriptibles ; les réponses qu'il apporte aux maux de l'humanité apparaissent de plus en plus inefficaces, inadaptées, dangereuses suscitant des résistances, des révoltes, des rassemblements (FSE, FSM...)

Notre assemblée d'hier a clairement affirmé qu'il fallait mener de front le combat contre l'exploitation du travail et contre toutes les formes de domination, notamment la domination masculine et nous souhaitons que le PGE fasse sienne cette analyse. Faire le lien entre lutte contre l'exploitation capitaliste et lutte contre l'oppression de sexe est seul de nature à construire des propositions alternatives.

À l'heure où l'Europe libérale accentue les inégalités, les discriminations, singulièrement à l'encontre des femmes, il est important de défendre leurs droits aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée. Nous nous réjouissons que des propositions allant dans ce sens se retrouvent dans les thèses politiques du PGE, d'autant que le texte *Alternative féministe pour une autre Europe* les développe et les renforce.

Mais il faut aller plus loin, si nous voulons rendre visible et efficace notre engagement contre le néolibéralisme et le patriarcat pour changer l'Europe.

Voici donc quelques grandes batailles que nous voulons voir acter par le 1er Congrès du PGE.

- Nous exigeons que l'égalité homme/ femme devienne **une valeur fondatrice du processus de la construction européenne.**

- Nous revendiquons l'égalité dans le domaine professionnel, avec des mesures fortes concernant l'emploi (salaires, formation...).

- Nous exigeons que le droit des femmes à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse soit reconnu dans toute l'Europe. Nous ne pouvons rester spectatrices, spectateurs de ce qui se passe dans 6 pays européens : Andorre, Chypre, Irlande, Malte, Pologne, Portugal, où le droit à l'avortement est dénié. Je vous propose donc de faire vôtre une pétition que nous avons lancée en France et que vous trouverez traduite en anglais et espagnol.

- Nous voulons marquer résolument notre engagement contre les violences faites aux femmes en adoptant une motion qui soutienne, d'une part, la journée internationale du 25 novembre 2005 et, d'autre part, qui lance une grande campagne européenne pour l'année 2006, année contre les violences faites aux femmes. À cette occasion, nous voulons nous saisir de toutes les initiatives prises dans chaque pays pour marquer notre rejet de telles pratiques et exiger des lois pour les condamner, avec des moyens pour les appliquer.

- Nous défendons une Europe laïque, afin de combattre tous les intégrismes, tous les fondamentalismes.

- Nous refusons la guerre, qui ne peut être en aucun cas une solution aux affrontements mondiaux, nous militons pour une Europe pacifiste, démilitarisée et solidaire.

- Nous soutenons l'initiative de la *Caravane de la dignité contre les barbelés de l'injustice*, impulsée par Aminata Traoré, et exprimons notre solidarité à toutes les mères d'Afrique pour que les droits des migrantes et des migrants soient reconnus et que les rapports de coopération Nord/Sud soient radicalement transformés dans le sens du respect des droits fondamentaux de l'être humain.

- Nous revendiquons la parité politique dans toutes les institutions et nous voulons faire vivre la démocratie paritaire.»

**25 novembre  
assemblée  
des militantes**  
**ouverte à toutes celles et tous ceux  
pour qui le féminisme est  
une dimension centrale  
de l'émancipation humaine !**

inscrivez-vous  
dans vos fédérations ou  
auprès de Cécile Jacquet  
au 01 40 40 12 27

## FORUMS

**Le Forum national du 26 novembre peut marquer un tournant dans la construction de l'alternative politique. Son succès, qui doit faire événement dans la société, se prépare dès maintenant et dans les semaines qui viennent.**

Cette réunion, qui rassemblera plusieurs milliers de personnes, sera **le grand rendez-vous des participantes et participants aux forums locaux et départementaux** qui auront eu lieu d'ici-là. Elle constituera un **bilan d'étape** de leur travail et contribuera à donner **une nouvelle impulsion** à leur dynamique.

Chaque forum, du plus petit au plus grand, est un espace où **tout est mis entre les mains des participant-e-s : contenu et conditions** d'une alternative politique rompant avec le libéralisme. **Il s'agit donc de lieux de travail** où salariés, chômeurs, retraités, citoyennes et citoyens sans appartenance, militants politiques, syndicalistes ou associatifs sont informés des propositions des uns et des autres, apportent leurs réflexions, confrontent et décident.

Là, ce sont les communistes qui prennent l'initiative de tels forums ; ailleurs, c'est ensemble que des forces politiques et sociales les préparent ; là encore, ce sont des collectifs unitaires. Il est proposé à **toutes les formations de gauche** d'y contribuer, en défendant leurs propositions ; **les syndicats et associations**, qui n'ont évidemment pas vocation à être parties prenantes d'un programme politique, sont invitées à faire connaître leur opinion sur les questions traitées.

Ces forums, du local au national, font un seul et même ensemble. C'est pourquoi, **outre la question des conditions de l'alternative politique, il est proposé huit thèmes de travail. Toutes celles et tous ceux qui souhaitent être au forum national du 26**

**novembre peuvent le faire**, l'essentiel étant d'avoir envie de travailler ensemble à la construction d'un programme politique pour changer la vie.

Notre rôle est de faire en sorte que des forums locaux, départementaux prennent pour thème l'alternative féministe en lien avec le changement de société, comme à Nice ce lundi 7 novembre, ou à Nîmes.

La participation du plus grand nombre de femmes au forum du 26 novembre permettra à l'ensemble du Parti d'être en phase avec les aspirations féministes au changement.

Inscrivez-vous dans les ateliers, en voici la liste :

1. Comment donner à l'État et aux collectivités publiques les moyens de politiques publiques ambitieuses ?
2. Quelle conception, quelle place et quels financements des services publics ?
3. Comment assurer à chacune et chacun un haut niveau de protection sociale ?
4. Comment en finir avec le chômage et la précarité ?
5. Comment conduire les entreprises à respecter l'intérêt général ?
6. Comment mettre l'Union européenne au service des peuples ? Comment aller vers une mondialisation de paix, de coopération et de développement ?
7. Comment assurer à toutes et à tous, le respect des droits fondamentaux de la personne à l'égalité, la liberté, la sécurité et la dignité ?
8. Quelle VIe République pour permettre aux citoyens de se faire entendre et d'intervenir en permanence dans le fonctionnement des institutions ?

Cécile Jacquet

# HONNEUR AUX FEMMES D'AFRIQUE

C'était dans les années 70... Le livre, comme une condamnation sans appel dénonçait l'excision, le sort des femmes d'Afrique. Déjà, le cri était dans le titre, *La parole aux négresses* disait la volonté des Africaines de prendre leur destin en main, de lutter pour leur émancipation. Chacune d'entre nous alors s'est sentie solidaire et fière. Peu à peu, la certitude du rôle fondamental des femmes de ce continent meurtri par l'esclavage, le colonialisme, pour sa liberté, s'est faite.

Mais l'Afrique a continué d'être saignée... Certes, les hommes et les femmes aujourd'hui ne sont plus chaînes aux pieds en fond de cale pour traverser les océans... Mais leur sort ressemble fort à ceux de leurs aînés. C'est à pied, dans les soutes d'avions, dans les containers des bateaux... qu'elles et ils sont amenés à partir. Tenter de vivre ailleurs autrement, pour que leurs familles, leurs villages puissent tout simplement survivre. Les réseaux mafieux leur soutirent les quelques économies pour le grand voyage. Chaque étape est un calvaire: "Drôle de chance"...

Cet été 2005, les taudis dans lesquels ils sont entassés ont révélé par les flammes leur inacceptable vie ici, cet automne, les filières de la prostitution des femmes africaines couvrent les pages des journaux... Les sans-papiers, sans logis, sans droits défilent ou se terrent, proies des patrons-voyous.

Et il y a Mellila... les barbelés de la mort !

Alors les femmes d'Afrique reprennent en grand la parole, pour leurs fils, leurs filles, leur pays, pour elles, pour l'avenir. La caravane de la dignité contre les barbelés de l'injustice et de l'indifférence est née à l'initiative d'Aminata Traoré et d'autres femmes maliennes.

Elles disent :

***Sur les traces de nos enfants nous irons  
Jusqu'aux barbelés de la honte nous irons  
Et nous les retrouverons  
Sur les traces de nos enfants, nous irons  
Contre notre sein, nous les tiendrons  
Morts ou vivants***

Il nous appartient de les entendre, d'écouter leurs paroles et de ne pas s'y substituer, de ne pas tenter de la remplacer, de la policer... Il nous faut la transmettre.

Nous ne voulons pas dire un jour : "Nous ne savions pas". Nous voulons aller au-delà de l'émotion créée par les terribles images qui, depuis des années, nous montrent les souffrances de l'Afrique. Nous voulons aller au-delà des discours aussi charitables qu'hypocrites de Tony Blair et des 7 dirigeants des pays les plus riches de la planète qui parlent d'annuler la dette en juillet et permettent les barbelés de la mort en octobre...

Nous savons l'Afrique riche. Nous la voyons pillée de ses capacités humaines comme de ses ressources naturelles.

L'Afrique est au cœur des inégalités creusées par la mondialisation capitaliste. Elle en est la honte. Le monde ne changera vraiment que si la situation de l'Afrique change. La France doit radicalement construire de nouveaux rapports de coopération avec l'Afrique.

Femmes, nous nous voulons leurs messagères. Porter notre regard au-delà des frontières, au-delà des mers, pour faire nôtre la revendication de dignité des femmes de toute l'Afrique. Comme un appel à nous rassembler, militantes d'une autre vie, d'un autre monde possible et nécessaire. Femmes et mères solidaires pour l'émancipation de toutes, de tous.

Un des trois lieux du Forum social mondial 2006 aura lieu à Bamako ce mois de janvier. Nous y serons pour que s'entrelacent mieux nos histoires, se tissent les convergences d'idées et de luttes indispensables. Comme un voile d'espoir sur la planète entière.

Fabienne Pourre

**15 novembre**

Les mardis d'Espace Marx, "La domination de sexe comme sujet politique", 19 heures à l'Espace Niemeyer

**22 novembre**

Rencontre-débat de l'Observatoire départemental contre les violences envers les femmes, Hôtel de ville de Bobigny, Salle Pablo Neruda, 9h à 22h

**25 novembre**

11 h, conférence de presse contre les violences faites aux femmes organisé par le CNDF au 21 ter rue Voltaire  
17h30 à 21h, assemblée des femmes communistes avec Marie-George Buffet, à l'Espace Niemeyer  
18h30, manifestation contre les violences

**26 novembre**

Forum national: ateliers le matin et séance plénière l'après-midi, 10h-18h

**29 novembre**

Marseille, 18h-21h, soirée de réflexion:  
*Le féminisme est une dimension centrale de l'émancipation humaine*  
avec Laurence Cohen et Mireille Mavridès

**3 décembre**

Nîmes, 9h30-17h30, stage de formation *Féminisme et communisme*  
avec Claudette Breysse et Colette Mô

**10 et 11  
décembre**

Bobigny, *Alternative féministe* dans le cadre du CNDF

## INFO

8 mars 2004 - 8 mars 2006 : campagne mondiale

## HALTE A LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Vous pouvez consulter, sur le site d'Amnesty international, la page spéciale campagne femmes pour obtenir des informations sur son déroulement

<http://www.amnesty.asso.fr>

## NOS COMMISSIONS NATIONALES

Nous vous proposons de convenir ensemble de nos dates de réunion en commission, il est en effet incontournable d'être plus nombreux et nombreuses lors de ces réunions et de permettre la prise d'initiatives d'un plus grand nombre d'entre nous sur cette question.

Selon les disponibilités de chacune et de chacun, deux options sont possibles :  
tous les troisièmes vendredi tous les deux mois  
ou tous les samedi tous les deux mois.

L'assemblée des militantes du 25 novembre est une belle occasion d'échanger et de rendre lisible notre combat, il n'y aura donc pas de commission nationale en décembre.

Vous pouvez faire connaître vos disponibilités auprès de Cécile Jacquet en appelant au 06 07 33 95 41 (l'ancien numéro n'étant plus usuel) et à son poste au CN au 01 40 40 12 27.